

# L'âge des inégalités

Le complexe militaro-industriel capitaliste prend conscience du danger que représentent pour sa survie les injustices, les inégalités, la pauvreté et l'élargissement du fossé entre une infime minorité de riches et une masse de plus en plus large de pauvres, un processus par ailleurs généralement associé au lamination des couches moyennes. Le hic est que rien de probable n'indique que cette tendance pourrait être inversée sur le court ou le moyen terme.

La Banque mondiale vient de publier son rapport sur les perspectives économiques mondiales (PEM). Ses projections sur la croissance économique future sont pessimistes : «Les taux de croissance risquent de ne pas être suffisamment rapides pour éliminer le chômage.»

En guise de remède face au chômage galopant, le rapport prône l'austérité fiscale.

D'après Sharan Burrow, la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, qui a vivement réagi au document dès sa publication ce week-end, «l'austérité fiscale prônée par le rapport est, en réalité, un frein pour la croissance et l'emploi».

«La Banque mondiale devrait, à la place, favoriser une relance économique inclusive basée sur des salaires rehaussés et une protection sociale renforcée», ajoute M<sup>me</sup> Burrow.

«Il semble extrêmement illogique que le PEM prône une réduction des prestations sociales et des salaires alors que les rapports de l'OIT font état du déclin ou de la stagnation des salaires réels dans un grand nombre de pays et que les rapports de pays du PEM

montrent que la hausse des salaires contribue en réalité à la relance économique dans certains pays», a déclaré, non sans raison, M<sup>me</sup> Burrow qui prône ainsi une relance par la demande.

Fort heureusement, la Banque mondiale semble faire cavalier seul dans ses thérapies hostiles aux salaires et à la dépense sociale.

Aussi bien le Fonds monétaire international que le Forum économique mondial de Davos ne sont pas de cet avis.

Dans une récente étude consacrée à l'impact des inégalités des revenus sur les deux dernières grandes crises du capitalisme (la Grande Dépression de 1929 et la Grande Récession de 2007), deux experts du département des études du FMI n'écartent pas que les inégalités de revenu aient été «à l'origine des deux» crises en raison d'une similitude remarquable entre les périodes antérieures à ces crises : la forte augmentation de ces inégalités et du ratio dette/revenu des ménages (\*\*). Ce faisant, ils rejoignent d'autres experts qui les ont précédés pour soutenir que «la crise résulte d'une dynamique à long terme entraînée par l'inégalité de revenus».

En effet, les riches prêtent une grande part de leurs actifs (capitaux excédentaires ou surcroît de revenus disponibles) aux pauvres et aux couches moyennes qui s'en servent pour résister à l'érosion de leurs revenus relatifs et pour conserver leur niveau de vie. Il s'ensuit, à la faveur de cette relation, une croissance de la demande d'intermédiation financière qui favorise le crédit facile.

La paupérisation qui résulte de ce processus est frappante : les détenteurs de capitaux qui ne représentent que les 5% au-dessus de l'échelle de répartition des revenus tirent la totalité de leurs revenus du rendement du stock de capital et des intérêts de prêts, alors que les 95% restants sont des travailleurs qui vivent de leurs salaires. L'une des nombreuses expressions manifestes de l'injustice est que ces derniers, les plus pauvres (dont la consommation représente jusqu'à 71% du PIB), doivent s'adapter en permanence en abaissant leur consommation et en empruntant davantage pour freiner cette baisse.

«L'endettement accru des pauvres et de la classe moyenne génère fragilité financière et risque de crise. Comme le pouvoir de négociation des travailleurs, et donc leur capacité à rembourser leurs emprunts, se redresse très lentement, l'endettement continue à progresser et le risque de crise persiste», déplorent les auteurs de l'étude avant d'envisager deux possibilités d'action : le «désendettement ordonné» et le redressement des revenus des ménages.

«Rétablir l'égalité en redistribuant les revenus des riches aux pauvres ne plairait pas seulement aux Robin des bois du monde entier : cela pourrait aussi épargner à l'économie mondiale une autre crise majeure», concluent, contre toute attente, les honorables serviteurs du FMI.

Même inquiétude du côté de ce qui s'apparente désormais à un produit phare du «think tank» (qu'on peut traduire en langue française par «réserver à penser») du monde néo-

libéral : le World Economic Forum Global Risks Survey dont la version 2011, la sixième édition, vient juste d'être rendue publique. Un fidèle révélateur des craintes qu'exprime l'idéologie dominante puisque 580 dirigeants et décideurs du monde entier ont participé à sa rédaction.

Le document recense les 37 risques qui menacent le monde en 2011. Ils sont d'abord d'ordre économique : effondrement des prix des actifs, extrême volatilité des prix des produits, des prix à la consommation et des prix de l'énergie, déséquilibres mondiaux, volatilité des monnaies, fragilité des infrastructures, resserrement du crédit de trésorerie, défaillances de la réglementation, repli de la mondialisation, ralentissement de l'économie chinoise - croissance inférieure à 6%.

Les risques sont aussi environnementaux, géopolitiques et technologiques, mais ils sont aussi sociétaux, avec des disparités jugées «inquiétantes».

Deux risques, dits transversaux, sont jugés «particulièrement importants compte tenu de leur haut degré d'impact et d'interdépendance : les disparités économiques (la richesse et les disparités de revenus, tant à l'intérieur des pays qu'entre pays) et les échecs de la gouvernance mondiale».

Les avantages de la mondialisation «semblent inégalement répartis à l'intérieur des pays», est-il mentionné, même si la croissance des nouveaux champions a opéré un rééquilibrage du pouvoir économique entre les Etats.

En conclusion, le rapport souligne que «les disparités économiques et les échecs de



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

la gouvernance mondiale, deux risques étroitement liés, sont perçus comme à la fois très probables et de fort impact. Ils influent sur le contexte dans lequel évoluent les autres risques mondiaux et peuvent survenir de deux façons essentielles : d'une part, ils peuvent aggraver aussi bien la probabilité que l'impact des autres risques ; d'autre part, ils peuvent inhiber l'efficacité des remèdes apportés aux autres risques».

«De nombreux facteurs peuvent avoir contribué à cette tendance au sein des pays, y compris l'érosion de la culture de l'emploi, le déclin du mouvement syndical et les échecs des systèmes éducatifs pour faire face à la demande croissante du milieu de travail.»

Les disparités économiques sont également considérées comme contribuant à un processus plus large de fragmentation sociale dans le monde.

On n'est donc pas au bout de l'émeute.

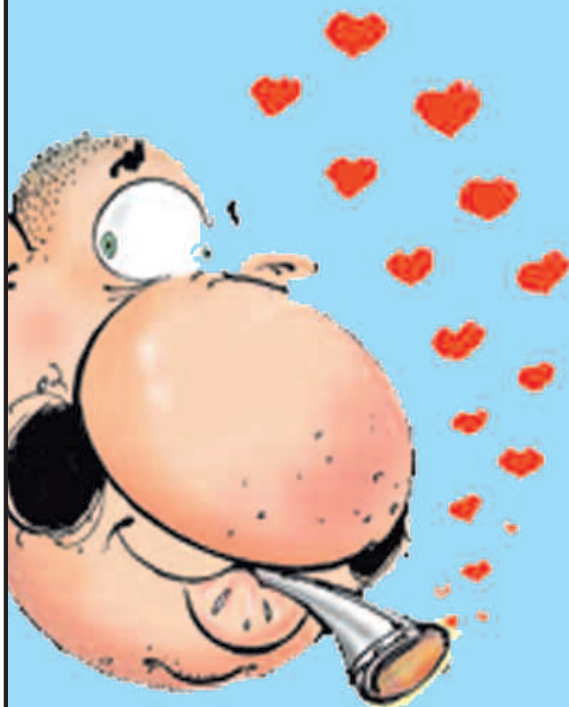
A. B.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Tends l'oreille, Ahmed khouya !

La révolution tunisienne est-elle contagieuse et va-t-elle s'étendre à l'Algérie ? «Non ! Répond...

... Ould Abbès.

Notre stock de vaccins suffira largement à endiguer l'épidémie.»

Le syndicaliste Ahmed Badaoui a été arrêté par la police. Par la police politique. Au motif que ce militant des droits des travailleurs participerait d'une «tentative de renversement de l'Etat». Comme c'est bizarre ! Je dirais même plus, comme c'est très bizarre. Tentative de renversement de l'Etat. Mais quel Etat, au juste ? Très sincèrement et sans mauvais esprit, ce qui se prétend Etat depuis 12 ans me semblait déjà fort renversé. Non ? J'avais même acquis la certitude physique qu'il était tellement renversé, cet Etat, qu'il marchait sur la tête, pédalant avec les pieds jusqu'à en asticoter les étoiles avec ses semelles enduites de pétrole et de relents de gaz. Qu'y a-t-il donc à renverser en 2011 dans un Etat déjà vachement renversé ? Bon, d'accord, Badaoui porte des lunettes, mais je ne lui ferais pas l'offense de croire qu'il n'a pas remarqué que cet Etat n'avait pas besoin d'aide extérieure pour se faire renverser. D'ailleurs, peut-on encore parler étymologiquement d'Etat quand, en son sein ou mis depuis peu à la périphérie de ce sein si généreux, louvoient encore des notabilités convaincues de

corruption ou sur le point de l'être ? C'est cela l'Etat ? Celui des ministres auditionnés, mais qui nient l'avoir été ? C'est cela l'Etat ? Celui des super-ministres, anciens chefs de l'exécutif surpris sur la place publique en pleine intelligence avec une puissance étrangère ? C'est cela l'Etat ? Celui des enfants, des cousins, des neveux et des belles-familles qui, de gré à gré, deviennent des appendices hideux et maffieux greffés de force à une économie exsangue ? Non, Ahmed khouya ! Cet Etat-là est déjà renversé. Bon, je te l'accorde quand même, cet Etat est... renversant d'aplomb ! Quand on a l'outrecuidance de ramener les dernières émeutes algériennes à une déception de fans de foot ou à un complot des vendeurs d'huile et de sucre, c'est qu'on ne manque pas d'air. Ce même air dont on prive la population. Mais au fond, Ahmed khouya, crois-tu vraiment qu'un Etat encore debout répondrait à la colère populaire et à la proximité d'autres colères maghrébines et arabes par l'arrestation d'un syndicaliste et d'une cinéaste ? Seuls les Etats déjà renversés s'emploieraient à ce genre d'expédients minables. Et encore ! S'ils ne sont pas déjà pris par d'autres tâches plus urgentes pour eux. Comme de faire vrombir les réacteurs des avions. Tends l'oreille, khouya Ahmed ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.